

RÔLES ET ENJEUX D'UN SERVICE MÉTÉO DANS LA LOGIQUE DE CRISE

Entretien avec **CÉDRIC BOURILLET (97)**, directeur de la DGPR et **JACQUES WITKOWSKI**, directeur de la DGSCGC, propos recueillis par **PAUL BOURGEOIS**, adjoint au département des missions institutionnelles de Météo-France (2013)

En France, la sécurité des personnes et des biens au regard des risques naturels relève du domaine régalien. Les services de l'État assurant cette fonction auprès de la population agissent à plusieurs niveaux : connaissance du risque, prévention, anticipation, gestion de crise et retour d'expérience, en lien avec d'autres parties prenantes, à commencer par les collectivités locales. Ils s'appuient pour cela sur différents organismes dont c'est la spécialité. Dans le cas des risques météorologiques et climatiques, il s'agit de Météo-France.

PAUL BOURGEOIS : Comment la politique de l'État en termes de sécurité des personnes et des biens se décline-t-elle aux différentes échelles territoriales ?

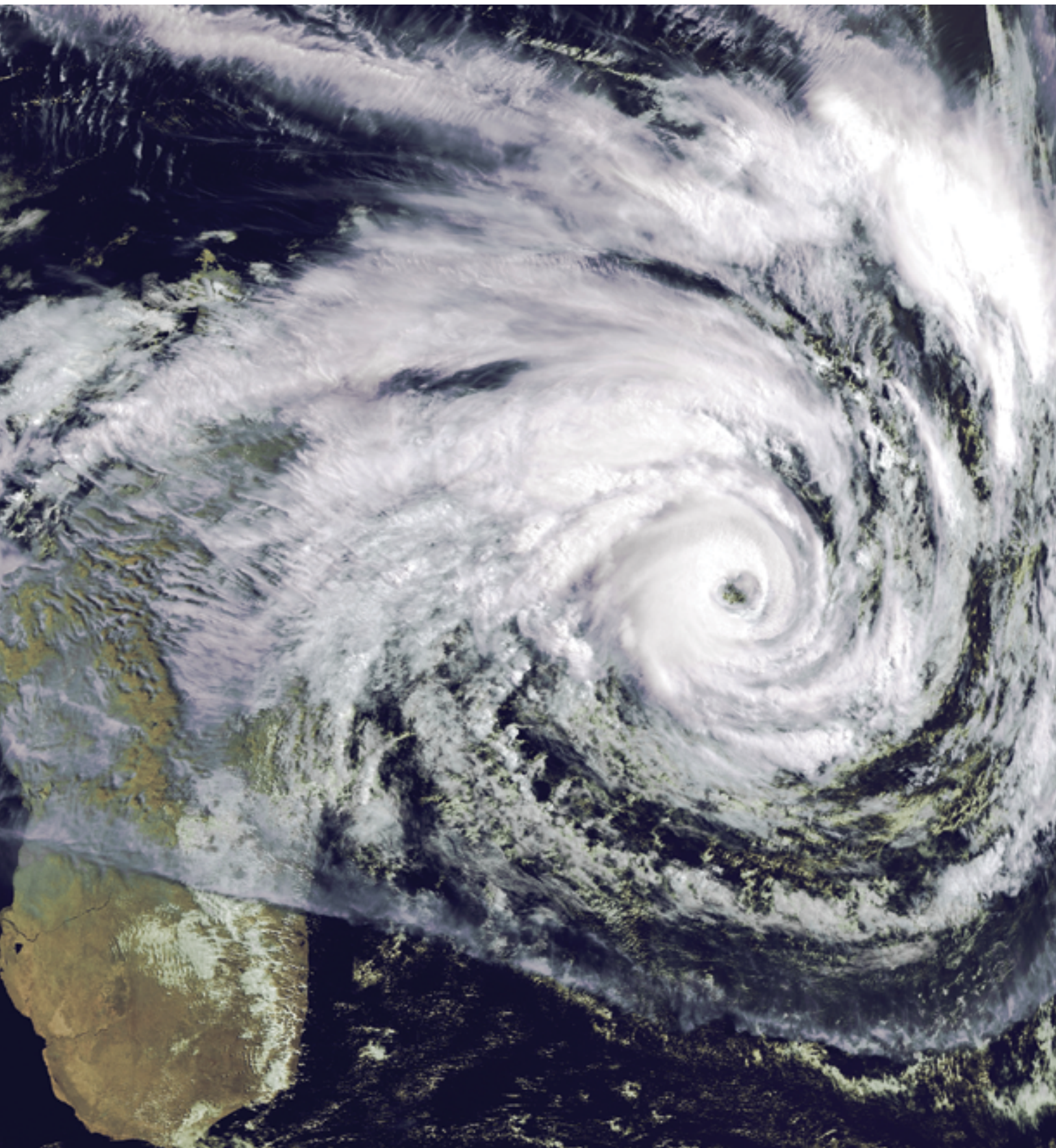
JACQUES WITKOWSKI, directeur de la DGSCGC : Les Français sont habitués aux interventions de proximité menées par les sapeurs-pompiers. Parfois, nos théâtres d'opérations dépassent le cadre du département voire de la zone de défense, par exemple lors d'événements météorologiques de très grande ampleur, comme les tempêtes de 1999 ou la tempête Xynthia : il est alors nécessaire d'organiser une coordination des services de la sécurité civile à l'échelle nationale, afin de projeter des moyens supplémentaires dans les zones les plus sinistrées, tout en préservant un minimum de capacités d'intervention sur l'ensemble du territoire. L'échelon national coordonne cette organisation, en métropole comme en outre-mer, et assure la remontée d'informations et l'interface avec le monde politique.

Les informations météorologiques sont essentielles pour préparer et prendre les décisions, tout comme les éléments de prévention des risques.

CÉDRIC BOURILLET, directeur de la DGPR : Le succès des politiques publiques de prévention des risques naturels passe par une implication constante des acteurs de terrain, que ce soit au sein des collectivités qui disposent de beaucoup de leviers d'action et d'information des populations, au niveau de chaque acteur – entreprise comme particulier – pour réduire sa vulnérabilité et adapter son comportement, et aussi bien sûr dans les services déconcentrés de l'État (DDT et Dreal). Ce sont ces services, par exemple, qui acquièrent les connaissances les plus adaptées à la réalité de chaque territoire et les mettent à disposition de tous les acteurs, qui accompagnent les collectivités dans leurs démarches de prévention ou encore qui assurent la surveillance et la prévision des crues. L'échelon national propose →

© Centre de météorologie spatiale, Météo-France (www.meteo-spatiale.fr).

Cyclone Gamède sur La Réunion, notamment remarquable par les records de pluie tombée plusieurs jours d'affilée. Composition colorée Metop-A, 25 février 2007.



→ et coordonne les politiques globales. Les plans d'envergure nationale comme la Stratégie nationale de gestion du risque d'inondation sont ainsi développés au sein de nos services.

PB : *Quels sont vos besoins en termes de connaissance de l'aléa météorologique et quel appui vous est fourni par Météo-France ?*

CB : La connaissance sur le court ou le long terme, la prévision et la surveillance du territoire sont des maillons essentiels de la chaîne qui permet *in fine* d'aboutir à une réduction de notre vulnérabilité. La vigilance est un exemple de dispositif pour lequel nous nous appuyons sur le savoir-faire de Météo-France. Créée à la suite des tempêtes extrêmes de 1999, la vigilance météo vise à donner aux populations un premier niveau d'alerte sur le risque pour les inviter à mieux se renseigner sur un événement en cours ou possible, et à adopter les comportements adaptés ; elle se révèle être un cas d'école de retour d'expérience de crises passées. Ce dispositif, qui est également porté par le Schapi (Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations) concernant la vigilance « crue », permet de sensibiliser l'ensemble de la population.

JW : Le facteur déterminant pour la sécurité civile est l'anticipation de la crise. Grâce à ses modèles numériques et l'expertise de ses agents, Météo-France est en mesure de nous prévenir plusieurs jours à l'avance sur certains types d'aléas de grande échelle comme les cyclones. Un dialogue continu permet d'évaluer l'évolution de la situation, en termes de localisation, d'intensité et de probabilité d'occurrence.

Ce lien entre des spécialistes de la gestion de crise et des prévisionnistes météorologues est particulièrement important dans les régions ultramarines, qui sont uniques tant en termes de vulnérabilité que de météo, et nécessitent, de ce fait, des compétences spécifiques. Hélas – c'est l'état de l'art de la science – certains phénomènes météorologiques ne peuvent pas être anticipés plus de quelques heures à l'avance, voire quelques minutes. C'est le cas des épisodes localisés de pluie intense ou d'orages en zone de montagne qui sont des phénomènes très difficiles à prévoir. Une analyse humaine de la situation en temps réel est alors indispensable. L'organisation en horaire permanent du Centre national de prévision et des centres régionaux de Météo-France permet de fournir un appui à la gestion de crise de jour comme de nuit et tout au long de l'année par des spécialistes à l'expérience reconnue.

PB : *Comment parvenez-vous à hybrider efficacement les expertises pour aboutir à une approche intégrée entre risques naturels et technologiques ?*

“Le facteur déterminant pour la sécurité civile est l'anticipation de la crise”

CB : Les différentes missions de la DGPR nous invitent à avoir une vision transversale et cohérente en matière de prévention des risques pour notre territoire. Cette transversalité permet d'une part de s'interroger sur la méthodologie d'évaluation des risques, le partage de l'information, le choix des outils et les chantiers prioritaires pour réduire la vulnérabilité de notre pays face à ces risques, mais aussi de gérer des risques croisés, par exemple les phénomènes naturels majeurs susceptibles de générer un suraccident.

Plusieurs opérateurs de l'État interviennent à la fois dans le domaine des risques technologiques, des risques sanitaires et des risques naturels. Le dispositif de Vigilance vagues-submersion (VVS) est par exemple le fruit d'une collaboration entre Météo-France, le Shom (voir article p. 48) et le Cerema.

JW : Prenons l'exemple du risque nucléaire, technologique par nature mais qui peut être déclenché ou en conjonction avec un aléa naturel d'ampleur exceptionnel, comme ce fut le cas à Fukushima. La possibilité d'un effet domino est donc prise en compte dans les Plans particuliers d'intervention (PPI) des centrales nucléaires d'EDF qui viennent d'être révisés par les préfetures. Des réponses sont prévues à tous les niveaux : chaque service départemental d'incendie et de secours ayant dans son périmètre une centrale nucléaire dispose de moyens d'intervention adaptés ; trois régiments militaires formés à l'intervention en milieu à risque radiologique sont intégrés au ministère de l'Intérieur ; le Centre de coordination de la réaction d'urgence au niveau européen peut aussi être sollicité pour demander des moyens supplémentaires. Là encore, la météorologie est déterminante.

PB : *Comment anticipez-vous l'apparition des nouveaux risques liés au changement climatique ? Dans quelle mesure vous appuyez-vous sur Météo-France pour vous y préparer ?*

JW : Nous savons que le changement climatique va modifier profondément la nature même de l'aléa. D'après les projections du GIEC, il est par exemple probable que

REPÈRES

La Direction générale de la prévention des risques (DGPR) définit les politiques de réduction de la vulnérabilité, en matière de risques naturels et technologiques. Elle agit en s'appuyant sur les services déconcentrés de l'État : directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) et directions départementales des territoires (DDT), d'autres directions du ministère, les différents ministères et les opérateurs techniques de l'État. La gestion de crise est incarnée sur le territoire par les services de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC), s'appuyant sur les services départementaux d'incendie et de secours, forts de 240 000 sapeurs-pompiers professionnels, volontaires et militaires, sur les moyens nationaux et sur le personnel de la direction générale de la sécurité civile.

la fréquence des cyclones reste constante d'ici 2100 mais que leur intensité maximale augmente. Le risque auquel sont confrontés nos territoires d'outre-mer s'en retrouve accru. Nous devons nous y préparer en tirant un maximum d'enseignement des crises que nous vivons actuellement, comme Irma en 2017, afin de planifier la gestion de la crise dans un contexte encore plus extrême.

Les feux de forêt sont un autre aléa fortement impacté par le changement climatique. Les experts estiment que la limite des feux remonte d'environ dix kilomètres par an, soit l'équivalent du territoire français en un siècle ! S'il est bien entendu nécessaire de mettre en place des plans de prévention, notamment concernant les comportements individuels à risque, il s'agit également de se doter des moyens d'agir face à une situation annoncée, en adaptant nos moyens aéroportés, terrestres et humains.

CB : De même, la DGPR cherche bien sûr à prendre la mesure du profond bouleversement qui attend nos sociétés. Le climat est en train d'évoluer et avec lui la plupart des risques naturels. Pour ne citer qu'un seul exemple, il est acquis que le niveau des mers s'élève, et cette dynamique se poursuivra tout au long du XXI^e siècle. L'intensité des phénomènes de submersion marine va donc s'amplifier, étendant le risque dans certaines zones aujourd'hui réputées assez sûres.

Au-delà de l'évolution d'aléas naturels déjà connus (submersion marine, incendie de forêt, etc.), le changement climatique va également créer de nouveaux risques, par exemple en montagne avec la fonte parfois désordonnée des glaciers ou encore l'évolution des caractéristiques de la neige qui va modifier les risques associés – des avalanches de printemps en hiver, typiquement.

Nous nous appuyons largement sur les experts des opérateurs, en particulier de Météo-France, pour quantifier l'évolution des risques dans un contexte de changement climatique. Dans le champ qui est le nôtre, il est primordial d'intégrer dès aujourd'hui ces évolutions : en termes de transformation des territoires par exemple, le taux de renouvellement des habitats est d'environ un pour cent par an. Afin d'être prêt pour la fin du siècle, il faut donc agir dès maintenant, ce qui commence par une bonne connaissance des enjeux, une compréhension partagée par toutes les parties prenantes, et la mobilisation des outils existants, tels les Plans de prévention des risques naturels élaborés sous l'égide des préfets, les Programmes d'action de prévention des inondations portés par les collectivités locales, qui doivent être perçus comme des opportunités et non comme des contraintes. Dès à présent, les Plans de prévention des risques submersion marine intègrent l'évolution du niveau de la mer.

Une gestion de crise complexe

La pluralité des aléas, qui peuvent être corrélés entre eux, mobilise *de facto* des compétences très diverses pour organiser la gestion de crise. Un accident nucléaire majeur sur le territoire français conduirait ainsi à l'armement de la Cellule interministérielle de crise (CIC) sous l'égide du Premier ministre, pour regrouper ces compétences. L'ensemble des ministres concernés y siègent, ainsi que les opérateurs techniques concernés, dont fait partie Météo-France pour l'analyse des conditions atmosphériques et le transport éventuel de matières radioactives.

PB : *Pour conclure, quelle est selon vous la place du citoyen dans la gestion de sa propre sécurité ? Comment pensez-vous capitaliser sur les nouvelles technologies pour améliorer encore le fonctionnement de vos services ?*

JW : Le citoyen n'a jamais eu autant d'outils à sa disposition pour se prémunir contre le risque, quel qu'il soit. Et paradoxalement, ses exigences et ses attentes envers les services de l'État n'ont jamais été aussi élevées. Nous devons donc prendre en compte à la fois la situation objective, telle qu'elle est présentée par les experts, et la situation subjective, telle que nous pensons être le ressenti de la population face au risque. C'est un exercice périlleux qui nécessite d'être à l'affût sur les réseaux sociaux, les chaînes d'information en continu, etc. Les vulnérabilités évoluent, l'exposition également, tant en milieux urbains que ruraux, en métropole comme en outre-mer.

Cet état de fait, qui rend notre travail plus difficile dans un certain sens, présente également une opportunité unique au niveau de la diffusion de l'information, de l'éducation comme de l'alerte. Nous continuons bien sûr à employer des médias qui ont fait leurs preuves, comme les sirènes du système national d'alerte et d'information des populations, mais la viralité de l'information sur les réseaux sociaux en fait un vecteur d'alerte alternatif à considérer, notamment en cas d'événement à cinétique rapide, comme un tsunami.

CB : La prévention des risques naturels est d'autant plus efficace que chacun se sent responsable, et en premier lieu informé. Nous faisons des efforts continus en ce sens, tant pour moderniser l'information mise en ligne que pour mettre en place régulièrement des campagnes de sensibilisation sur les « bons » comportements. La population s'empare très rapidement des nouvelles technologies disponibles sur le marché. Aujourd'hui, internet, les smartphones, les réseaux sociaux font partie du quotidien de la grande majorité des Français. Il sera donc important de s'appuyer sur ces outils pour fournir une information pédagogique et accessible, voire diffuser des messages d'avertissement ou d'alerte aux populations.

Le développement de ces technologies présente également une opportunité d'améliorer nos services, en utilisant la masse d'information produite gratuitement et en temps réel. Nous pensons que l'utilisation intelligente de ce fonds diffus de données est un levier prometteur pour continuer à faire progresser nos services dans un monde qui évolue, tant en termes d'attente de la part du citoyen que de contexte environnemental, social et économique. X